

L'avertissement des scientifiques sur le climat : dans trois ans, il sera trop tard

Selon une analyse publiée dans la revue "Nature", l'humanité n'a plus que trois ans pour sauvegarder le climat terrestre. Six axes d'action pourraient permettre d'inverser la tendance.



Près de la ville de Tonopah (Nevada, États-Unis). Reuben Wu, via [Instagram](#)

Si les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter après 2020, ou même à rester stables, les objectifs de température fixés à Paris - 2°C maximum d'augmentation d'ici 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle - seront inaccessibles.

C'est un des constats posés par des chercheurs du Consortium Climate action tracker, de l'Institut Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat et de l'université de Yale, dans un article récemment publié par le journal scientifique *Nature*. Ils s'appuient notamment sur un rapport publié en avril, *2020 : climate turning point* (2020 : le point de bascule -- de non-retour -- du climat).

Bien que l'activité humaine ait déjà entraîné une hausse de température globale de 1 °C, que les pôles fondent, que les récifs coralliens meurent de chaud et que des écosystèmes entiers s'effondrent, certains indicateurs sont positifs. Les émissions des États-Unis ont diminué de 3 % l'année dernière, alors que le PIB a progressé de 1,6 %. En Chine, les émissions de CO₂ ont diminué de 1 % en 2016, et leur économie a progressé de 6,7 %. Autant de signes encourageants qui montrent qu'il est encore possible d'agir.

Mais il faut faire vite. Les auteurs de l'article avertissent qu'il ne reste à l'humanité que trois ans pour sauvegarder le climat terrestre, et vont même jusqu'à identifier et chiffrer six objectifs à remplir d'ici à 2020.

Ces objectifs ont été revus par et affinés avec des analystes de l'université de Yale, de Climate Action Tracker, Carbon Tracker, la coalition We Mean Business, le Partenariat sur les transports durables et à faible teneur en carbone (Slocat, pour "Sustainable, Low Carbon Transport"), le cabinet Systemiq, le projet New Climate Economy et Conservation internationale.

Énergie : Augmenter le pourcentage mondial d'énergies renouvelables de 23,7 % en 2015 à 30 %, au moins. Fermer toutes les centrales à charbon qui existent encore et ne plus en ouvrir de nouvelles.

Infrastructure : Les villes et les États doivent lancer des plans d'action pour décarboner complètement les bâtiments et les infrastructures d'ici à 2050, avec un financement de 300 milliards

de dollars par an. Les villes doivent rendre au moins 3 % de leurs bâtiments, par an, à émissions zéro ou presque nulles.

Transports : Faire passer à 15 % la part des véhicules électriques dans les ventes de voitures neuves dans le monde, par rapport aux 1 % d'aujourd'hui. Doubler l'utilisation des transports en commun dans les villes, augmenter de 20 % l'efficacité énergétique des poids lourds et diminuer de 20 % les émissions de gaz à effet de serre produits par l'aviation par kilomètre parcouru.

Terres : Réduire la destruction des forêts et s'engager dans le reboisement. Les émissions nettes actuelles provenant de la déforestation et du nouvel usage des terres déboisées représentent 12 % du total mondial des émissions de gaz à effet de serre. Si on peut les réduire à zéro dans les dix ans qui viennent en cessant tout déboisement, et si la reforestation peut créer un puits de carbone d'ici à 2030, cela pourrait faire descendre les émissions globales nettes totales à zéro, tout en soutenant l'approvisionnement en eau et d'autres avantages. Les pratiques agricoles durables réduiraient les émissions et augmenteraient la séquestration du CO₂ dans des sols sains et bien gérés.

Industrie : Accroître l'efficacité énergétique de l'industrie lourde — comme le fer, l'acier, le ciment, les produits chimiques et le pétrole et le gaz — et en réduire de moitié leurs émissions de gaz à effet de serre avant 2050. Elles émettent actuellement plus d'un cinquième du CO₂ mondial, sans comptabiliser leurs besoins en électricité et chaleur.

Secteur financier : Il devra mobiliser au moins mille milliards de dollars par an pour des actions en faveur du climat. Les gouvernements, les banques privées et les prêteurs tels que la *Banque mondiale* doivent émettre dix fois plus d'obligations vertes (81 milliards de dollars émis en 2016) d'ici à 2020.

Alors que 20 dirigeants des plus grandes économies du monde se réunissent les 7 et 8 juillet lors du sommet du G20 à Hambourg en Allemagne, les auteurs leur demandent de considérer l'importance de 2020 pour les émissions de gaz à effet de serre et de prouver ce qu'ils font pour relever ce défi.

De leur côté, Christiana Figueres et ses collègues, dont Hans Joachim Schellnhuber, du *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)* et Stefan Rahmstorf, de l'*Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat*, ont lancé **la Mission 2020**, une campagne collaborative pour baisser la courbe des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020.

► Lire aussi : **À l'avenir, trois personnes sur quatre dans le monde sont menacées de mourir de chaud**

Source : Élisabeth Schneider pour *Reporterre*